

Interpol : 'La lutte contre le phishing manque de moyens'

« Les politiques sont mal informés sur les méthodes high-tech utilisées par les cyber criminels. C'est un énorme problème. Les responsables politiques n'offrent pas les moyens suffisants aux forces de police pour lutter contre ces organisations. Il y a un manque de personnes qualifiées, capables de trouver des informations et remonter des pistes en utilisant Internet » a-t-il déclaré. « Les gouvernements disposent bien d'unités spécialisées. Le problème c'est que la technologie est en constante évolution, et les cybercriminels suivent de près ces changements. Il ne suffit pas de mettre place des forces de polices adéquates, et croiser les bras, il faut également les soutenir et les aider à suivre le mouvement » critique-t-il. Otupal explique que le **problème essentiel**, « c'est la réactivité des forces de police, face à des organisations mafieuses, de mieux en mieux organisées et financées. Pour améliorer cela, il faudrait mettre en place un partenariat avec les industriels du secteur, mais c'est une solution en contradiction avec les lois de nombreux pays. » Rappelons qu'Interpol est une organisation qui aide les forces de police à travailler en commun et partager des données. Elle n'a pas le pouvoir de procéder à des arrestations. Mais parallèlement à l'émergence de la criminalité sur la Toile, le web est rapidement devenu le nouveau terrain de jeu « du chat et de la souris. » À l'instar des cybercriminels Interpol utilise ce moyen de communication pour les localiser, même à l'étranger. En février, l'éditeur Sophos, a publié une étude portant sur 600 utilisateurs. Bilan des courses : 58% des salariés en entreprise reçoivent au moins un message de phishing par jour et 22% en reçoivent quotidiennement plus de cinq. Enfin, selon le Groupe de Travail Anti-Phishing (APWG, ou Anti-Phishing Working Group), 15.244 signalements de phishing ont été reçus en décembre 2005, contre 8.829 en décembre 2004. Et en France, malgré le silence de certaines institutions bancaires, le phénomène commence à s'afficher dans les médias, dernièrement la BNP Paribas, le CLC et la Barclays Bank ont été victimes de tentatives « d'hameçonnage », ces dernières ont d'ailleurs joué la carte de la transparence à ce sujet, même si le montant du préjudice reste bien gardé?